

COMMUNIQUE

Une politique éducative et universitaire contre les plus modestes

Devant la conseillère sociale de Valérie PECRESSE, le SNCA e.i.L. Convergence, en septembre dernier, avait fait valoir qu'il était nécessaire et urgent de développer, tant en nombre qu'en spécialités, les voies courtes de l'enseignement supérieur que sont les BTS et les IUT.

Ces derniers relevant directement des universités sont en train, pour beaucoup d'entre eux, de faire les premiers frais de la récente mise en autonomie de ces établissements.

Jusque-là, le financement des UIT passait directement du ministère à ces structures, alors que désormais il transite par l'université. Laquelle fait sa répartition de l'enveloppe comme elle l'entend, c'est-à-dire en fonction des décisions prises par le Conseil de la Vie Universitaire où la représentation des IUT est minoritaire.

Le résultat est immédiat : les IUT auront moins d'argent qu'auparavant et seront non seulement pénalisés dans la poursuite des formations et des qualifications en cours mais ne pourront de surcroît élargir la gamme de ces formations.

Certes, toutes les universités ne font pas la sourde oreille aux besoins de leurs IUT ; certes, Madame PECRESSE a intimé aux universités mal entendantes d'avoir à financer les IUT en fonction de leurs besoins réels. Mais manifestement les universités sourdes ne savent pas lire non plus les injonctions de leur ministre. A moins qu'elles ne s'abritent derrière l'autonomie que le même ministre a mis l'an dernier tant d'entêtement à leur faire accepter.

Il y a des « réformes », exigées par l'outrecuidance des technocrates nationaux et européens aux origines de la RGPP, qui se retournent contre les politiques affichées par ailleurs. Ainsi la politique qui prétend que l'autonomie des universités va permettre de mieux prendre en compte les demandes des étudiants et de leurs familles est une galéjade. Ce que demandent les étudiants de plus en plus souvent pour échapper 1/ aux échecs extravagants des poursuites d'études supérieures longues, et 2/ au chômage de beaucoup de muti-diplômés, ce sont justement des filières courtes et qualifiantes comme en proposent les IUT et les BTS.

Et dès l'ébauche des nouveaux budgets universitaires ce sont ces filières qui sont sacrifiées.

Or de quoi ont besoin les jeunes Français ? Comme leurs aînés, ils ont besoin de travail ; et pour ce faire, ils ont besoin de beaucoup plus de diplômes qualifiants obtenus rapidement au lieu d'aller se perdre dans les bac + 5 d'une « masterisation », déclassée par rapport aux anciens bac + 4, et aléatoire quant aux débouchés professionnels.

L'autonomie des établissements universitaires, dans sa mise en place des budgets, a pour premier résultat d'hypothéquer la demande sociale en formations courtes.

Cela ressemble furieusement aux premiers résultats de la généralisation du bac pro en 3 ans : 50000 élèves sortis de troisième qui n'ont pu intégrer les LP faute de place et de ... BEP !

A l'amont, le LP, à l'aval, l'IUT : l'idéologie libérale mise en action par les politiques d'aujourd'hui, d'hier et d'avant-hier, de JOSPIN à FILLON en passant par RAFFARIN et VILLEPIN porte ses fruits qui ne sont pas destinés à être consommés par les plus modestes de la société française.

Paris, le 17 novembre 2009